

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Trahison des royalistes guadeloupéens par les Anglais

Marcel Chatillon

Numéro 106, 4e trimestre 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1043286ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1043286ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chatillon, M. (1995). Trahison des royalistes guadeloupéens par les Anglais. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (106), 100–117. <https://doi.org/10.7202/1043286ar>

Trahison des royalistes guadeloupéens par les Anglais

par
Marcel Chatillon

Le plus grand drame qu'ait vécu la Guadeloupe a été la prise du camp royaliste par Victor Hugues, en septembre 1794.

Jusque-là, nous n'avions que des témoignages, soit des Républicains, soit, tardifs, des historiens du XIX^e siècle. La découverte des papiers de Curt, ambassadeur de la Guadeloupe auprès des autorités anglaises et auquel était adressée une correspondance importante par les Guadeloupéens émigrés, nous permet d'avoir des témoignages de première main, et surtout, comme il s'agit de lettres, écrits sur le moment et sous le coup de l'émotion.

La Guadeloupe avait été conquise par les Anglais en avril 1794, juste après la Martinique. Cette conquête relativement facile avait amené les Anglais à renvoyer une grande partie de leurs troupes à Saint-Domingue dont ils essayaient de s'emparer. Or, le 3 juin 1794 arrive sur les côtes de la Guadeloupe une flotille républicaine qui effectue son débarquement au Gosier, et en quelques jours ces troupes réussissent à occuper toute la Grande-Terre.

Les Royalistes se réfugient à la Guadeloupe et on organise un camp retranché sur l'habitation Saint-Jean (l'actuel Pointe-Jarry) qui pouvait surveiller Pointe-à-Pitre devenue le centre nerveux des Républicains.

La flotte anglaise, qui aurait dû, vu son nombre, avoir une domination maritime complète, n'effectue cependant qu'une molle surveillance. Avec l'hivernage, rien ne se passe et les Royalistes commencent à croire à une reconquête facile de la Grande-Terre. Mais Victor Hugues, le commissaire de la Convention qui, à la suite de nombreux décès, exerçait un pouvoir absolu, ne l'entendait pas ainsi, et le 28 septembre, trompant les vaisseaux anglais, il effectue un double débarquement de part et d'autre de la Baie Mahaut et isole le camp Saint-Jean où se trouvait la majorité des troupes anglaises (dont une grande partie malade), avec 240 colons blancs et 120 mulâtres. Après l'échec d'un premier assaut, le siège se poursuit. Le général anglais non secouru par la flotte (l'amiral anglais ne voulait pas, semble-t-il, exposer ses « jolis bateaux », comme le dira un colon)

se décide à capituler. Mais Victor Hugues exige qu'on lui livre tous les Royalistes français, ce qui sera exécuté. Seuls 25 colons sont autorisés à monter sur un bateau couvert. Le reste des Royalistes sera pris et exécuté dans les jours suivants, soit guillotiné, soit fusillé. Cette trahison des Anglais sera très mal perçue des Royalistes et considérée comme une tache sur le drapeau britannique.

Cette lettre, écrite par M. Boyer de L'Étang¹, nous retrace toute cette terrible campagne. Elle nous permet de voir que, contrairement à d'autres affirmations (mais tardives, il est vrai), le nombre d'exécutions n'a pas dépassé 220 blancs et 120 gens de couleur, mais aussi que la proportion de ces derniers était bien plus importante, puisqu'au dernier recensement il y avait en Guadeloupe environ 2 500 blancs portant armes, et seulement 600 gens de couleur. On aurait aimé avoir le nom des exécutés, mais les lettres ne nous en donnent pas, sauf une dizaine.

C'est en tout cas le document le plus émouvant sur cette affaire, le Quiberon des Antilles.

NDLR. Pour permettre une lecture plus facile de ce document nous avons ajouté des intertitres et modernisé l'orthographe et la ponctuation.

Au Roseau, Dominique, le 3 novembre 1794

Permettez, mon cher Monsieur, à une bien ancienne connaissance de se rappeler à votre souvenir et de vous adresser, de la triste retraite où les malheurs de sa patrie l'ont jeté, le récit des derniers événements qui viennent de nous accabler et qui nous font pleurer, non seulement notre fortune, l'existence de nos enfants, mais encore la mort affreuse que nos parents, que nos amis, viennent d'éprouver par la plus noire de toutes les perfidies, par le procédé affreux d'un de ces êtres que nous nous plaignions à regarder comme des anges bienfaisants puisqu'ils commandent au nom du peuple anglais, au nom d'un monarque, le modèle des vertus, au nom du plus beau gouvernement de la terre et auquel, malgré tout ce qui nous en coûte, nous ne cesserons jamais d'être attachés, nous donnerons toujours jusques à la dernière goutte de notre sang.

Les papiers publics vous auront sans doute instruit déjà de ces tristes événements mais l'infidélité des récits qui y sont insérés vous laisseront ignorer toute l'horreur de l'infâme capitulation qui nous chasse de nos foyers, qui livre plus de trois cents Royalistes, devenus sujets de Sa Ma-

1. L'auteur de la lettre est probablement François Moïse Boyer de L'Étang, d'une famille protestante originaire de Bordeaux. Baptisé à Capesterre le 25 mai 1757, il était fils de Jean Jacques Boyer de L'Étang, habitant de Goyave, commandant de Petit-Bourg, député de Goyave à l'Assemblée coloniale et décédé à Goyave en avril 1789 à 65 ans, et de Jeanne Françoise Gressier. Il était lui-même capitaine aide major de milice de Petite Goyave mais demeurant à Baie-Mahault, puis, en 1793, maire du quartier de Baie-Mahault. Le 14 avril 1788, il avait épousé à Goyave une jeune fille de 17 ans, Julie de La Garde, fille de messire André Benoît, écuyer, conseiller du Roi au conseil souverain, et de dame Hélène Bermingame. Nous ne savons pas ce que sont devenus le couple et leurs enfants, émigrés à la Dominique d'abord, pendant et après la Révolution. François Moïse avait trois sœurs et un frère aîné célibataire, Jean André Henri, né en 1754, lieutenant du bataillon de Capesterre en 1780. C'est de lui dont il est question à la fin de la lettre.

Dans la liste des émigrés de l'an IV, on trouve bien à Baie-Mahault « Boyer Létang, sa femme fille Lagarde et leurs enfants ».

jesté britannique par le droit de conquête, par les serments qu'on avait exigés d'eux sous peine de la déportation, aux fers des bourreaux ; qui livre enfin la plus belle des colonies à deux ou trois cents coquins et à une multitude d'esclaves qui, malgré eux et de crainte de la guillotine, deviennent les assassins de leurs maîtres et de leurs bienfaiteurs. Comptez sur la vérité de ce que je vais vous écrire ; elle a toujours été mon idole et j'ai été partie agissante et témoin oculaire de toutes les positions critiques où s'est trouvée depuis quelque temps notre malheureuse Guadeloupe et auxquelles je me trouve obligé de remonter au risque de vous ennuyer.

Responsabilité du gouverneur Darrot

Nos malheurs ont commencé, comme vous le savez, à l'époque où M. Darrot², consultant plus son caractère particulier que les devoirs de la place qu'il occupait, par une lourde impolitique, a fait montre, en décembre 1792, de la faiblesse des moyens qu'il avait pour le maintien du pavillon blanc qu'il avait arboré quelques mois auparavant. C'est à la nouvelle de la retraite de Brunswic³ et des succès des armées républicaines ; c'est lorsqu'il paraît certain qu'il doit arriver incessamment des forces formidables de France ; c'est lorsque la grande majorité de la colonie blâme et craint les suites de la démarche imprudente du pavillon blanc et cherche les moyens de la pallier afin d'attendre des circonstances plus heureuses, afin de conserver le gouvernement tel qu'il était jusques à l'arrivée de la flotte anglaise qui nous était annoncée, qu'il veut user d'une sévérité hors de saison, qu'il châtie et laisse dans le même temps flotter les rênes du gouvernement d'une manière incertaine, qu'il finit par les abandonner en quittant sans nécessité la colonie, en fuyant avec tous ceux revêtus de l'autorité et laissant les colons livrés à la furieuse vengeance des Républicains, à celle de tous les propriétaires de la Pointe-à-Pitre dont on voulait brûler les maisons, à l'anarchie la plus affreuse.

Une faible partie des habitants royalistes abandonna dans le même temps ses foyers pour se mettre à l'abri des persécutions qu'ils prévoyaient ; la plus grande partie resta résolue de résister à l'orage et de sauver, s'il était possible, le pays. Quelques mois après, la flotte de Gardner parut et disparut aussitôt, ne nous laissant que les cuisants regrets de ce que le changement de gouvernement, de ce que la retraite de Darrot nous privaient du secours bienfaisant que nous devions en attendre, de la protection de la nation anglaise après laquelle soupiraient presque tous les cœurs et nous laissaient en proie à des scènes déchirantes, à d'affreux assassinats conduits par la scélératesse de quelques bandits qui se servaient, pour commettre leurs crimes, du prétexte de l'apparition de cette même flotte qui nous était destinée et qui fuyait nos côtes désolées.

2. Darrot : René Marie vicomte d'Arrot, commandant en second de la Guadeloupe, commandant par intérim, après le décès de Clugny en juillet 1792.

3. Brunswic : Brunswick, général commandant les troupes de Prusse et d'Autriche, auteur du manifeste du même nom, menaçant Paris de représailles s'il était porté atteinte à la famille royale, se retire après Valmy.

Les Anglais : espoir et déception

Nous espérions encore que nous ne serions pas toujours abandonnés. Nous résistâmes de notre mieux. Nous dévoilâmes aux yeux des patriotes honnêtes et modérés les crimes et les projets ambitieux des scélérats qui voulaient s'enrichir dans la subversion de la Colonie. Ils se coalisèrent enfin avec nous contre eux ; nous parvînmes à former un parti assez puissant pour décider l'irrésolu Collot⁴ à s'en déclarer le chef et, quoique trop timide, il donnait un grand poids en sa faveur. Ce parti triompha enfin et la colonie fut sauvée, elle fut conservée du moins jusques à l'arrivée de l'escadre et de l'armée anglaise qui vint nous débarrasser, en avril dernier, de la tyrannie des Républicains. La Guadeloupe entière se jeta dans les bras de ses libérateurs ; à l'exception de quelques forcenés, tous les colons patriotes et autres les désiraient pour se soustraire au joug pesant qui les accablait, pour sauver du naufrage les propriétés chancelantes. Des félicitations et des adresses de soumission et des remerciements à la lecture de la proclamation des généraux leur arrivaient de toute part : des secours en tout genre, des nègres, des vivres, des bestiaux, des voitures les précédaient dans leur marche ; cette conquête, enfin, ne fut pour l'armée qu'une promenade ; la joie éclatait de toute part. Hélas ! Devions-nous attendre que notre bonheur serait de si courte durée ! Pouvions-nous prévoir que bientôt nos malheurs seraient multipliés au centuple et en grande partie par la faute de ces mêmes Anglais nos libérateurs !

Si ces fautes nous coûtent cher, elles coûtent aussi énormément à la nation anglaise puisqu'elles lui font perdre la plus belle de ses conquêtes et que, sans le secours bien prompt d'une nouvelle armée, elles lui coûteront bien plus encore et lui enlèveront non seulement toutes ses conquêtes mais la priveront même de toutes les colonies qu'elle possède aux Antilles.

L'ambition démesurée de conquérir sans examen de ses forces et sans prévoir aux moyens de conserver a fait envoyer à St Domingue, aussitôt la prise de la Guadeloupe, presque toutes les troupes, à la réserve de très faibles garnisons qui, peu de jours après, par l'intempérance des soldats livrés à eux-mêmes dans un climat capricieux et si différent du leur, par la faute ou l'ignorance orgueilleuse des chirurgiens, par la très mauvaise administration de l'armée et des hôpitaux, ont été réduits presque à rien par une mortalité cruelle et inévitable. Dans cette hypothèse c'était à la Marine à redoubler de surveillance pour éloigner des côtes toutes les forces, toutes les troupes qui pourraient arriver de France ; forces annoncées plusieurs fois et très clairement par des bâtiments portant quelques passagers arrivés quinze jours auparavant, dont l'amiral a eu avis. Mais le moyen de quitter le séjour des ports riches et commodes pour des croisières désagréables ? Le moyen de perdre de vue la vente des énormes confiscations de la Martinique ?

4. Collot : Georges Henri Victor Collot, général, gouverneur de la Guadeloupe depuis le 28 mars 1793 ; capitule devant les Anglais le 20 avril 1794.

Imprévision et mauvais gouvernement des Anglais

Le troisième jour de juin, il paraît sur les côtes de la Grande-Terre une petite escadre républicaine de deux frégates, une flûte, une corvette et quelques transports portant quinze cents hommes de débarquement, des canonniers, des matelots et deux cents déportés. Un vaisseau dans nos parages nous en délivrait mais il n'y avait pas seulement une corvette ; les troupes débarquèrent sans opposition, et dans quelles circonstances !

C'est au moment que nous venions de perdre le gouvernement Dundas⁵ que nous pleurions tous et dont nous déplorons la perte plus vivement que jamais puisqu'elle nous coûte tout ce que nous possédions. Un colonel Blondel commandait à la Basse-Terre et n'a jamais su prendre une résolution : le moindre effort de sa part garantissait Fleur d'Épée⁶ et nous débarrassait de nos ennemis.

C'est au moment qu'une foule de colons mécontents du gouvernement faisaient entendre leurs plaintes : cette Guadeloupe qui, deux mois avant, retentissait de cris d'allégresse, n'était plus la même ; les injustices, les persécutions, les vengeances particulières qui prenaient la place des querelles de gouvernement ; les vexations en tout genre commises en quelques paroisses ; les concussionnaires de la plupart des intrigants qui par leur basse adulation avaient usurpé de l'autorité, laissaient dans la colonie nombre de gens sans aveu, reconnus pour de très mauvais sujets, pour faire une guerre implacable à de riches propriétaires, intéressés par leur fortune au parti royaliste, et qui à cette époque obligés dit-on à d'énormes rançons ou à divaguer cachés dans la colonie, en attendant que les lois prissent la place de l'arbitraire, se faisaient des amis de tous les cœurs comparissants et augmentaient le nombre des mécontents de la forme de gouvernement qui avait été choisie et dans laquelle la vie, l'honneur et la fortune d'un particulier dépendaient d'un commissaire, dont quelques-uns étaient bons et honnêtes mais plusieurs choisis très légèrement.

Ils étaient déjà trop nombreux, les mécontents, par la menace répétée d'une confiscation générale, par celle d'une énorme imposition de six cent mille livres sterling, par une disette affreuse, suite nécessaire de ces menaces, des obstacles apportés à la circulation des denrées par la défense faite d'en laisser sortir et d'en recevoir dans les villes en paiement des subsistances, enfin par les maladroites prohibitions de beaucoup de denrées américaines de première nécessité aux colonies et dont le commerce britannique ne pouvait encore approvisionner celles conquises. Toutes ces causes réunies de mécontentement augmentaient le parti des Républicains, malgré leur perversité : il y a tant de sots dans tous les pays et si peu d'êtres réfléchis !

5. Dundas : général commandant les troupes anglaises de la Guadeloupe, mort de la fièvre jaune peu avant l'arrivée de Victor Hugues, enterré au fort Saint-Charles de la Basse-Terre. Victor Hugues après sa victoire le fit déterrer et jeter à la voirie.

6. Fleur d'Épée : ce fort défendait la baie du Gosier.

Débarquement des Républicains

C'est, dis-je, dans ces dangereuses circonstances que les troupes républicaines firent leur débarquement et grossirent de suite d'une couple de cent mauvais sujets qui leur firent croire que l'escadre anglaise était partie, qui les instruisirent de la position désastreuse de la colonie, qui les décidèrent à tenter l'attaque, ce qu'ils n'osaient entreprendre avec leurs faibles moyens.

Les Royalistes, à la nouvelle de l'apparition de cette flotte, se rendent en foule à la Pointe-à-Pitre ; ils négligent pour cela toutes les précautions de sûreté pour leurs familles au cas d'accident ; on les conduit, dès le même soir, au poste de Fleur d'Épée qu'ils sont résolus de défendre au prix de tout leur sang ; ils n'en sont qu'à cent pas, ils rencontrent la garnison anglaise qui venait de l'évacuer après avoir encloué tous les canons ; leurs instances pour l'engager d'y retourner sont inutiles. Il n'y avait effectivement aucun moyen de défense par l'inutilité des canons et l'ennemi, disait la garnison, était à cent pas du poste. Les Royalistes, au désespoir, retournent à la Pointe-à-Pitre ; ils y entourent le commandant Drummond (le même qui, dans son rapport que j'ai lu dans les papiers publics, accuse les Royalistes de la perte de Fleur d'Épée), ils le conjurent de défendre avec eux la Grande-Terre. Vaincu par leurs sollicitations, et l'ennemi n'ayant pas pris, cette première nuit, possession de Fleur d'Épée abandonné la veille, il y renvoie au jour la garnison avec trois cents Royalistes et garde les autres pour la défense de la Pointe-à-Pitre.

Dans la journée, les différents détachements qui composaient la garnison de la Grande-Terre et qui se trouvaient répartis dans les paroisses font monter les troupes de ligne à près de cent hommes et nous devions espérer de voir arriver dans la journée un renfort de la Basse-Terre qui sauvait le pays ; mais l'irrésolution de Blondel nous le faisait vainement attendre toute cette journée et toute celle du lendemain 5 juin.

Défense et abandon du fort Fleur d'Épée

Imaginez un morne à moitié fortifié, tout un côté sans muraille et sans épaulement ; les trois quarts des canons encloués, très peu avaient été mis en état de tirer dans les journées du 4 et du 5, faute d'ustensiles propres à cette opération que l'on n'avait pas ou que l'on ne se donnait pas la peine de chercher. Point d'ordre, nul commandement. Drummond, qui accuse les habitants, qui ne dit pas tout et qui dans ce qu'il dit n'est pas toujours vrai, ne paraissait jamais (on dit pourtant qu'il y passait les nuits et je l'y ai vu celle de l'attaque), Drummond ne s'inquiétait nullement de la disposition des forces royalistes qui cependant devaient le défendre. Il se plaint du peu de discipline et de courage des Royalistes dans la sortie qu'il leur fit faire le soir du 4 ; et pourquoi envoyer dans la nuit cent cinquante hommes, qu'il connaît sans discipline et qui ne peuvent en avoir, attaquer quinze cents hommes disciplinés et derrière des canons ? Quel était le but de cette inconcevable démarche ? N'était-ce point énerver le courage des siens par le sacrifice qu'il en paraissait faire, et encourager les ennemis à l'attaque ? Ce qui est arrivé. Pourquoi la majeure partie des forces royalistes étaient-elles conservées à la Pointe-à-Pitre ? Il y gardait

cinq cents hommes très inutilement et n'en envoyait que trois cents au poste important de Fleur d'Épée, manquant encore d'eau et de subsistances. Pourquoi avait-il placé la plus grande partie des forces de Fleur d'Épée en dehors des murailles, faute de banquettes, dit-on, qu'il était facile de fabriquer à la hâte ? Les malheureux habitants qui défendaient la partie attaquée étaient dans cette disposition ; ils furent fusillés par le feu plus de l'intérieur que de l'extérieur et, voulant regagner la hauteur, étaient pris par le petit corps de réserve anglais pour des ennemis et cruellement sacrifiés : le désordre dans cette partie devenait inévitable. Les autres compagnies avaient ordre de rester invariablement à leur poste ; l'ennemi qui avait pénétré se formait derrière elles au milieu du fort pendant que les troupes réglées gardaient constamment la porte où il n'en parut point ; et sans la profonde obscurité de la nuit le sacrifice était complet.

C'est après l'ouverture des portes, c'est après la sortie de Drummond et de sa garnison que la plupart des Royalistes le suivirent, très en désordre il est vrai, mais c'était inévitable, et la garnison elle-même en donnait l'exemple. Nous trouvâmes à notre passage à la Pointe-à-Pitre le morne du Gouvernement sans défense, tous les postes abandonnés, et ce fut avec la mort dans le cœur que chaque individu chercha un refuge à la Guadeloupe, laissant la plupart leurs familles livrées à toute l'horreur des humiliations, à toutes les atrocités dont les Républicains français ont abreuvé notre malheureuse Guadeloupe.

Regroupement des forces royalistes et anglaises

Fleur d'Épée et la ville de la Pointe-à-Pitre au pouvoir de l'ennemi dans la nuit du 5 au 6, les habitants se rassemblent à Sainte-Marie⁷ et sont joints le 6 au soir par quatre cents hommes de troupe de ligne dont la moitié nous eût sauvés la veille mais partis malheureusement trop tard de la Basse-Terre. Les différentes compagnies se forment et suivent la petite armée anglaise au Petit-Bourg et, bientôt après, à la Baie Mahaut. L'espoir de posséder bientôt la Grande-Terre que nous venions de perdre était dans tous les cœurs par l'arrivée de l'escadre et des troupes qui arrivent successivement de toutes les îles. Elles débarquent, quoiqu'en petite quantité, au Gosier, avec tous les Royalistes de la Grande-Terre ; ceux de la Guadeloupe gardaient, avec deux ou trois cents hommes de troupe, les avenues de la Grande-Terre à la Baie Mahaut ; les frégates gardaient les côtes et rien ne paraissait devoir s'échapper. Deux fois les Républicains avaient été battus, ils avaient perdu leurs meilleures troupes, ils étaient découragés, le succès paraissait certain, mais la Providence en avait décidé autrement, une fausse mesure a été de nouveau cause de notre malheur.

L'assaut de Fleur d'Épée était résolu ; le morne Mascot où les Anglais étaient campés, le dominait, le battait à portée de fusil et en chassait les

7. Sainte-Marie : entre Capesterre et Petit-Bourg. C'était l'habitation de la famille Poyen à laquelle la famille Boyer était apparentée. Jean Baptiste Poyen de Sainte Marie, né en 1748, était le beau-frère de l'auteur de la lettre. Il meurt à Fort Royal en 1796. Ni lui ni ses enfants, trop jeunes, ne devaient être au Camp St Jean.

Républicains ; Fleur d'Épée enfin ne tenait plus à rien, on avait qu'à s'y montrer pour s'en emparer et la ville et tous les autres postes tombaient de même, sans l'inconcevable projet de partager les forces pour s'emparer auparavant des magasins de la Pointe-à-Pitre et du commissaire Hughes⁸ qui devaient nécessairement suivre le sort de Fleur d'Épée.

La fatale expédition de Pointe-à-Pitre

Le général Symes⁹ conduit sa troupe à la Pointe-à-Pitre ; deux pièces de canons qu'il y traîne dans des chemins très difficiles retardent sa marche jusques au point du jour ; il surprend et s'empare des postes avancés et ne met aucun mystère dans son expédition puisqu'il y fait sonner du cor, ce qui doit justifier les guides de l'inculpation qui leur est faite. Il s'empare également de la ville malgré le passage inévitable de la place où une grêle de mitrailles pleuvait du morne du Gouvernement ; il y est blessé et on l'emporte hors de la ville. Les autres officiers promènent leurs soldats dans les rues et sur les quais ; les soldats entrent dans les maisons pour piller, le jour s'ouvre et l'on ne sait que faire ; les officiers existants n'ont point reçu d'ordres ; ils croient leur perte énorme d'après le petit nombre de soldats qui les entourent et qui ne s'étaient pas livrés au pillage ; ils se décident à la retraite.

S'ils eussent préféré de rester dans la ville, ils y étaient à couvert du feu du morne et de celui de la rade ; ils y étaient inexpugnables par la confusion qui régnait parmi les Républicains ; Fleur d'Épée tombait à la pointe du jour et la guerre était finie. Mais il fallait faire la retraite en plein jour et repasser sur la cruelle place qui avait déjà été si fatale. Le bruit de la retraite avait rendu le courage aux patriotes, ils firent un feu terrible de leurs canons chargés à mitrailles au passage de la place et tirèrent du fusil de plusieurs maisons où ils attendaient en tremblant la mort un instant auparavant. La principale perte des Anglais fut dans cette retraite, non seulement par les tués et les blessés, mais par l'abandon que l'on fit en ville de tous ceux que le désir du pillage avait introduits dans les maisons.

Le fruit de cette fatale expédition aussi malheureuse que mal conduite et mal conçue fut un découragement total dans l'armée ; au point que, le soir de cette funeste journée, après une canonnade assez vive de Mascot, Fleur d'Épée fut entièrement abandonné et que l'armée refusa d'en prendre possession, par la crainte des embûches, par un manque absolu de confiance en les officiers. La levée du siège fut alors résolue et, par conséquent, la perte de la colonie, puisqu'il fallait se tenir sur une funeste défensive, par les mortalités inévitables jusques à l'arrivée d'une nouvelle armée qui n'était pas encore demandée en Angleterre et que l'on donnait le temps aux patriotes de se remettre de leur frayeur et de former des soldats à volonté par le moyen de l'exécrable décret de la Convention dans les colonies. Un instant avant les patriotes avaient vu leur perte certaine et la fuite de presque toutes leurs bandes noires ne leur laissait

8. Hughes : Jean Baptiste Victor Hughes, commissaire civil de la Convention en Guadeloupe depuis le 2 juin 1794 ; il restera 4 ans en Guadeloupe.

9. Général Symes ou Syms : commandant en chef des troupes anglaises.

aucun espoir et cependant, sans faire un mouvement, sans tirer un coup de fusil depuis ceux lâchés çà et là dans la retraite de la Pointe-à-Pitre, au moment même qu'ils n'attendaient que la mort, on les abandonne, on fait, aux yeux de la multitude de nègres qui observent, des héros de tous les patriotes et l'on leur prépare des triomphes. O jour de désolation, tu n'étais pas le dernier et des coups encore plus affreux nous attendaient !

L'hivernage et les fièvres

Après l'évacuation de la Grande-Terre, après l'embarquement désolant de toutes les familles royalistes qui se trouvaient à portée, qui se précipitaient à la mer de crainte de manquer les chaloupes et de rester pour victimes au sacrifice du nouveau culte et partaient sans argent, laissant aux patriotes leurs manufactures remplies de denrées qu'on leur avait empêché de vendre depuis la conquête ; après l'embarquement des troupes, elles se divisèrent et furent reprendre leurs garnisons respectives. Les postes de la Baie Mahaut furent renforcés, de nouvelles batteries furent élevées et l'on établit des frégates pour empêcher la communication par mer et l'entrée des subsistances à la Grande-Terre par la voie des neutres. Nous devions croire du moins que la Guadeloupe demeurerait intacte et ne comptions pas éprouver de plus grands malheurs par un nouveau manque de surveillance de la Marine. L'hivernage finissait et de semaines en semaines on nous annonçait l'arrivée de forces d'Angleterre. On nous promettait, au moins, le retour de l'escadre de l'amiral Jervis qui nous aurait tranquilisés sur les craintes d'un débarquement des noirs de la Grande-Terre sur les endroits de la côte sans défense, ce dont nous étions menacés depuis quelque temps d'après les rapports de nos espions. Nous n'osions plus nous fier à la surveillance des frégates qui, chaque jour, laissaient entrer à la Grande-Terre des vivres, des munitions de guerre et des bandits sortant des îles neutres. Presque tous les soldats anglais des colonies étaient morts ou mouraient au camp Berville où ils arrivaient successivement, par le peu de soin, de surveillance et d'activité des officiers et des chirurgiens, par la très mauvaise administration qui y régnait ; et cette armée qui pouvait très facilement conquérir, trois mois auparavant, la Grande-Terre avec une persévérance de quelques jours de plus, cette armée qui en était partie, dit-on, à l'approche de l'hivernage de crainte de perdre quelques soldats par les fièvres, était périée en détail par les fièvres.

Les Républicains n'avaient pas été plus épargnés ; les fièvres avaient fait le même ravage parmi les troupes venues de France et elles étaient réduites à une couple de cent. Mais ils avaient une armée noire de deux ou trois mille hommes qu'ils exerçaient tous les jours avec assiduité. Mais ils avaient pour matelots et canonniers tous les bandits chassés des colonies conquises et qui étaient repassés à la Grande-Terre sans que les frégates croiseuses y eussent apporté le moindre obstacle. Mais ils étaient enfin actifs et entreprenants, et nous ne connaissons que trop la tranquille confiance, pour ne pas dire l'indolence et l'apathie de nos défenseurs.

Les habitants de la Guadeloupe proposèrent plusieurs fois aux généraux de lever, de leur côté, une armée noire dont les officiers et sous-officiers auraient été choisis parmi ceux qui restaient aux colonies des différents régiments français qui y avaient servi et dont plusieurs étaient

dans le besoin. Un régiment, un seul bataillon de pareilles troupes bien disciplinées, accoutumées au climat et aux fatigues, épargnait la vie à nombre de soldats anglais, nous préservait, sans doute, de l'invasion de la partie de la Guadeloupe et conservait le pays. Ils ne furent pas écoutés et le petit nombre de soldats anglais en état de faire le service au camp Berville à la fin de septembre enhardit les Républicains et leur fit tenter la cruelle expédition qui nous coûte si cher.

Attaque du camp Berville

Dans la nuit du samedi au dimanche 28 septembre, quatre cents hommes embarqués à la Pointe-à-Pitre, à la vue des ouvrages de St-Jean, dans des chaloupes et des grandes pirogues (que Graham croyait destinées à touer¹⁰ une frégate républicaine qu'il supposait avoir dessein de sortir et dont, à son habitude, il n'a fait aucun cas) ont traversé le bras de mer de trois lieues qui se trouve entre le Gosier et la paroisse de la Goyave. Un vaisseau de 74 canons y était mouillé et deux frégates y croisaient : la côte était sans défense ; ils prirent terre sans opposition et marchèrent dans la même nuit sur le Petit-Bourg où ils arrivèrent de bon matin et dont ils se sont emparés sans perte d'un seul homme, à la vue du vaisseau « l'Assurance », de quelques « gun boats » et de plusieurs autres bâtiments qui y étaient mouillés à portée de fusil. Avec le Petit-Bourg ont été perdus tous les magasins de l'armée, les vivres et les munitions de guerre.

Dans la même nuit, huit cents hommes embarqués au Port-Louis (devant lequel devait croiser une forte frégate qui depuis plusieurs jours ne s'y trouvait pas), sur neuf petites goélettes ou grandes pirogues, firent route sur le Lamentin également sans défense et y débarquèrent de bon matin, à la vue d'une corvette mouillée à la Baie Mahaut pour la protection des côtes sur le derrière de l'armée, et marchèrent sur le camp Berville qui, le soir du dimanche 28 septembre, se trouva cerné par la jonction des deux armées républicaines.

Tous les Royalistes de la Baie Mahaut, ceux de la Grande-Terre qui y étaient en garnison, quelques-uns des quartiers voisins se jetèrent dans le camp pour sa défense sur l'ordre qu'ils en reçurent du général Graham qui y commandait. Il en avait un grand besoin, puisque de six cents hommes de troupes qu'il avait, il y en avait quatre cent cinquante sur le grabat. Des dispositions furent faites à la hâte pour la commune défense. Il n'y avait aucun ouvrage sur les derrières du Camp à la rivière du Coin, qui se trouvait alors menacée. On y plaça quelques pièces de campagne ; on y fit quelques barricades à la hâte et l'on y attendit l'ennemi qui n'attaqua pas cette première nuit. Les Républicains nous réservaient pour le lendemain, afin d'avoir le temps de rassembler toutes leurs forces, ce qui leur était devenu facile par l'évacuation du passage de la Rivière Salée qui leur rendait la communication libre avec la Grande-Terre et auquel le général avait été obligé par la position où il se trouvait. Le lendemain 29, toutes les bandes noires, au nombre de trois mille, étaient réunies sur

10. Touer : remorquer un bateau en halant sur une chaîne ou des ancrs mouillées au fond de la rivière ou du canal. Au Moule on peut encore voir des ancrs enrochées qui servaient à touer les navires.

nos derrières aux environs de la rivière du Coin ; les troupes anglaises en état d'agir montaient, avec le secours d'une cinquantaine de matelots tirés du vaisseau et des frégates du Petit-Bourg, à deux cents hommes ; deux cent quarante habitants blancs et cent vingt mulâtres et nègres libres formaient le secours des Royalistes entrés au Camp le 28 au soir. Avec des forces aussi peu proportionnées, on attendit l'attaque avec résolution : elle eut lieu le 30 à la barre du jour et, après un combat de trois heures où toutes les troupes de ligne et de royalistes blancs et de couleur déployèrent le plus grand courage et le feu le mieux soutenu, les patriotes prirent la fuite en laissant sur le champ de bataille et les palétuviers voisins nombre de morts et de mourants. Leur perte fut calculée à la Pointe-à-Pitre et nous avons su depuis qu'elle y fut portée à neuf cents hommes tués ou blessés mais sur lesquels il est probable qu'il y eut beaucoup de fugitifs. Cette affaire jeta une telle épouvante parmi les bandes africaines que leurs chefs ne purent jamais depuis les déterminer à nous attaquer de nouveau et ils se bornèrent à ériger des batteries contre nous.

Occasions manquées

C'était l'instant où l'on devait profiter de la victoire, profiter de la terreur dont les noirs étaient atteints, pour en débarrasser pour jamais la Guadeloupe. S'ils eussent été poursuivis, si quelques rassemblements de Royalistes se fussent offerts à leurs yeux, ils rentreraient à la Grande-Terre en désordre et nous reprenions nos premiers postes. Mais le défaut d'ensemble ; mais le défaut d'organisation des milices ; mais l'insouciance, l'indolence et l'égoïsme des chefs de la colonie qui se répandaient de proche en proche sur les particuliers ; mais... cette fatalité qui nous conduisait depuis quelque temps avait décidé notre perte et l'ennemi ne fut point poursuivi ; il eut encore tout le temps de se remettre de sa frayeur.

Je ne sais si M. Graham, à l'exemple de M. Drumond, se retranchera dans le compte qu'il sera obligé de rendre de sa capitulation, sur le défaut de courage des Royalistes ; mais je sais fort bien que tous les officiers anglais furent étonnés de la vivacité du feu qu'ils déployèrent dans le combat du 30 7bre¹¹, que le général leur écrivit une lettre de remerciement et de félicitation, et que sans eux c'en était fait de l'armée anglaise, qui n'aurait pu résister avec deux cents hommes en santé contre toute cette multitude d'attaquants ; que chaque individu des six cents hommes de cette armée doit la vie aux Royalistes qui se sont dévoués à leur secours : eh bien, huit jours après, ils sont sacrifiés, vendus et livrés aux bourreaux qui prennent le nom de patriotes et qui se baignent dans le sang de leurs concitoyens qui, par principe et de sang-froid, sont plus cruels que les bêtes sauvages les plus féroces. Le mensonge et la perfidie ne coûtent rien au général anglais pour tromper, pour retenir près de lui les victimes avec lesquelles il compte acheter son lâche retour en Angleterre. O crime ! O douleur ! O jour d'exécrable mémoire !... Mais n'anticipons pas.

11. 7bre : septembre (et non juillet). On trouve aussi : 8bre (octobre) ; 9bre (novembre) ; Xbre (décembre).

La défaite des patriotes, la désertion qui en fut la suite, la terreur dont les noirs furent atteints ne permettant plus à leurs généraux de les ramener au combat, ils se déterminèrent à nous couper les communications dans l'espérance de nous prendre par famine. Des chaloupes canonnières nous cernèrent du côté de la mer et des batteries élevées sur tous les points environnant la rivière du Coin, en nous incommodant beaucoup, remplissaient leur dessein. Nous l'apercevions sans inquiétude, il était si facile de le faire avorter ! Nous n'avions sur les derniers jours qu'une demi-livre de farine dont nous faisons une pâte cuite que nous mangions avec d'assez bonne viande, des bœufs que les habitants de la Baie Mahaut avaient fait entrer au camp dans la journée du 28 septembre et dont il y avait une quantité suffisante pour plusieurs mois ; avec cela, des cannes, des fruits et du manioc qui se trouvait, quoiqu'en petite quantité, sur les habitations du camp, nous pouvions vivre plusieurs semaines encore et attendre les secours qui devaient inévitablement nous arriver.

Perfidie du général Graham

L'amiral Jervis était mouillé au Gosier ; le moindre mouvement de sa part rétablissait la communication par mer avec la Basse-Terre ; il pouvait pulvériser les batteries du petit îlet à Cochon ; il pouvait chasser les chaloupes canonnières des Républicains ; il pouvait faire entrer ses frégates et même ses vaisseaux par la passe du Mazarin et nous jeter les secours dont nous avions besoin. Nous attendions d'ailleurs et devions attendre une apparition quelconque de troupes, soit réglées ou de marine, soit des Royalistes des quartiers de la Capesterre, Trois-Rivières, Basse-Terre et ceux de l'île sous le vent, jusqu'à Ste Rose qui n'avaient pu le premier jour se rendre au camp ; et cette apparition, en quelque petit nombre qu'elle fût, dans la disposition où se trouvaient les Africains, suffisait, comme je l'ai dit, pour les faire rentrer à la Grande-Terre. Nous avions enfin la ressource des sorties que nous sollicitions vivement du général Graham depuis l'instant de la défaite des patriotes et auxquelles il s'est toujours refusé avec persévérance ; à deux cents pas de nos barricades qui prenaient peu à peu la forme d'épaulements par les travaux des habitants eux-mêmes, aidés de quelques domestiques, s'élevaient des batteries dont le feu de mitrailles, par la position du terrain en amphithéâtre, ne permettait pas sans les plus grands dangers de s'éloigner à dix pas des lignes. On ne voyait qu'une vingtaine d'hommes occupés à établir ces pièces qu'il était très facile d'enlever ; on le demandait avec instance, le salut commun y était fortement intéressé et l'on éprouvait encore le refus du général.

Cependant, il témoignait de temps en temps une assez vive inquiétude et, la communiquant à ceux qui l'approchaient, nous ne pûmes un jour nous dispenser de sonder ses intentions sur une capitulation que nous avions raison de craindre, de lui déclarer que l'intention des Royalistes était dans ce cas de se faire jour, l'épée à la main, pour ne pas devenir les victimes de la fureur républicaine, et nous le priâmes de s'expliquer. Il eut la perfidie de nous dire que jamais il ne capitulerait ; qu'il avait des malades qu'il ne pouvait abandonner et qu'il voulait défendre jusques à la mort, ainsi que le poste qui était confié et qui était pour la colonie de

la plus grande importance ; qu'il ne pouvait le faire sans notre secours ; qu'en conséquence nous devions combattre, triompher ou mourir ensemble et que, si les Royalistes l'abandonnaient, ils seraient cause de sa perte et de celle de la colonie entière par celle du terrain qu'il occupait ; qu'au surplus il attendait des secours qui ne pouvaient pas tarder, ce qui devait nous donner de la confiance. Nous n'en eûmes que trop, nous en primes en ses promesses ; l'honneur et l'intérêt de la colonie nous faisaient un devoir impérieux de défendre l'armée anglaise qui, sans nous, ne pouvait se soutenir. Il n'y eut là-dessus qu'une voix ; personne ne craignait de mourir les armes à la main mais on craignait les perfides capitulations. Hélas ! Etait-ce avec raison !

Capitulation

Le lundi 6 octobre, un parlementaire républicain arrive au camp ; il était envoyé de la Pointe-à-Pitre par le commissaire Hughes ; le plus grand mystère couvre l'objet de sa mission qui donne lieu à un conseil de guerre. On nous dit de nous préparer au combat, nous en voyions les préparatifs autour de nous, nous le désirions tous et attendions ce moment comme celui de la délivrance de la colonie. Depuis quatre jours, l'amiral Jervis était mouillé devant le Gosier et nous ne doutions point que, nous voyant engagés, il ne fût stimulé et qu'il ne hâtât le mouvement si désiré qui devait nous délivrer. La nuit du lundi au mardi 7 se passe comme les autres sous les armes mais dans l'attente continuelle de l'attaque que supposaient exprès, les officiers anglais pour mieux nous tromper : c'était pour cacher aux Royalistes ce qui se passait, pour détourner leur attention du quartier général et, pour être plus sûr, on avait fait défense aux lignes de laisser sortir personne, on avait placé des sentinelles entre les lignes et le quartier général. Pendant ce temps, on y trafiquait notre vie, on livrait la colonie : un officier républicain, arrivé furtivement dans la nuit, réglait avec le général dans sa tente les articles de l'infâme capitulation qui livrait aux nègres trente pièces de canons de tout calibre, des mortiers et des obusiers, des munitions de guerre de toute espèce dont ils manquaient, les ouvrages les plus importants pour la conservation de la colonie, et trois cents et quelques Royalistes défenseurs de l'armée anglaise pour servir d'aliment à la rage républicaine, pour étancher la soif inextinguible du sang qui dévore tous les imbéciles français qui sont dévoués à la cause de la Convention, qui se détruisent tous entre eux aveuglement sur le caprice et pour l'intérêt d'une poignée d'ambitieux qui les trompent et se disputent le pouvoir souverain sur les ruines de la Patrie.

La chaloupe

On nous annonce cette affreuse nouvelle au lever du soleil : il n'était plus temps de prendre un parti. La désolation, la confusion étaient dans le camp ; l'espérance soutenait encore la plupart, on leur faisait accroire que l'on négociait à cet instant un article en faveur des habitants, que les mulâtres libres avaient leur grâce ; par ce mensonge on divisait les Royalistes, on les empêchait de prendre un parti décidé qui devenait d'ailleurs

en cet instant très périlleux par le grand nombre de troupes ennemies qui couvraient depuis la veille les chemins de sortie et qui auraient pu aisément écharper ceux que le feu des batteries dirigé en plein jour eût épargnés. Dans cette douloureuse confusion, plusieurs des moins confiants se jetèrent dans les palétuviers environnants au risque de tous les périls qui devaient les y accompagner, et ce furent les plus sages. Vingt-cinq seulement devaient être embarqués sur un bateau couvert, d'après un article de la capitulation, et les autres livrés à la barbarie de leurs implacables ennemis, pour le prix du retour en Angleterre de quelques officiers anglais malheureusement ennuyés des colonies.

J'étais du nombre des vingt-cinq sauvés dans le bateau couvert ; deux officiers républicains (dont un créole des colonies cruellement persécutés après la conquête, délivré des prisons à l'arrivée des patriotes et qui mérite toute notre reconnaissance par ses généreux procédés) surveillaient notre embarquement aux ouvrages de St-Jean ; quatre de nos malheureux camarades qui n'étaient point compris dans la liste des vingt-cinq nous y avaient accompagnés. Nous avions prié M. Monroux¹², le créole républicain dont je viens de parler, de souffrir leur embarquement ; il avait promis d'y fermer les yeux et d'y engager son camarade qui alors était au quartier général. Au moment de l'embarquement nos quatre malheureux amis se glissent avec nous, les Républicains s'en aperçoivent et ne disent mot... Le croiriez-vous ! Un officier anglais, un nommé Stowen, que je dois vous faire connaître, l'auteur de tous nos maux puisque ce fut le plus ardent solliciteur de la capitulation auprès du général, regrettant sans doute que le sacrifice soit moindre de ces quatre victimes, se récrie et veut vérifier ; il demande la liste pour compter : la liste ne se trouve heureusement point et, à la honte du nom anglais que Stowen déshonore, des Républicains plus généreux, eux nos ennemis naturels, eux qui, par devoir, doivent être sévères en cette occasion, refusent la vérification, nous font tous embarquer et sauvent la vie, malgré Stowen, à quatre Royalistes !

Culpabilité des Anglais

Concevez notre douleur après avoir versé tant de larmes sur le malheureux sort qui attendait nos camarades laissés derrière nous, dans lesquels se trouvaient nombre de pères de famille et la plus belle jeunesse, concevez, dis-je, notre douleur, en arrivant à bord de l'amiral, d'apprendre que ce jour-là même il avait fait ses dispositions pour venir à notre secours ; que ce jour-là même étaient enfin arrivées à Ste Marie quelques troupes d'envoi de M. Prescott qui commandait à la Basse-Terre ; que ces troupes devaient incontinent marcher vers nous avec un rassemblement de Royalistes. Quelques jours, quelques heures plus tard l'affreux sacrifice n'avait pas lieu, quelques heures plus tard la colonie était sauvée et Graham avait capitulé ! Il l'avait fait sans y être forcé, il pouvait tenir au moins quinze jours encore et il venait de livrer bassement la colonie sur les sollicitations, sur les rodomontades de Hughes qui se servait de ruses,

12. Monroux : Pierre Monroux, capitaine de port à Pointe-à-Pitre, né à la Martinique (voir GHC p. 839).

ne pouvant plus espérer de nous prendre de vive force. S'il l'eût cru possible il n'aurait pas proposé de capitulation, l'avait-il fait avant l'attaque du 30 septembre ? Il pouvait du moins insister sur la délivrance des Royalistes devenus sujets de Sa Majesté britannique. Hughes ne pouvait le lui refuser sans courir les risques de manquer la capitulation qu'il avait proposée, et la reddition du camp était pour lui d'une si grande importance ! Si Graham l'eût fait, il conservait la confiance parmi les Royalistes dans toutes les parties de l'île ; les habitants l'eussent défendu. Mais Graham et ses officiers craignaient de manquer cette occasion de capituler, seul moyen pour eux de repasser de suite en Angleterre ; mais une fatalité inconcevable a toujours présidé à toutes les opérations faites à la Guadeloupe depuis l'arrivée des Républicains ; un génie infernal nous a toujours visiblement entraînés dans l'abyme et cette horrible capitulation nous y jette sans presque l'espoir de jamais en sortir. Le premier fruit qu'elle a produit a été la terreur et la désolation dans toutes les parties de la Guadeloupe ; une perte totale de confiance en ces mêmes officiers anglais qui devaient, d'après l'intention du Gouvernement, nous servir de protecteurs et de défenseurs : chacun croyait se voir livré, s'il prenait encore les armes, pour servir d'aliment à cette funeste guillotine, à ce supplice affreux qui, aux colonies, est pire cent fois qu'en Europe, par la barbare fureur et les humiliations de tout genre qu'on est forcé de subir ; chacun a cherché son salut et celui de sa famille dans la fuite la plus prompte : en moins de huit jours toute la Guadeloupe a été évacuée avec la plus grande partie des nègres qui, jusques au bout, sont restés fidèles à leurs maîtres. Toutes les autres colonies du Vent se sont peuplées de ces malheureux fugitifs dont une grande partie languit dans la plus grande misère ; et la Guadeloupe est restée sans défenseurs, si ce n'est le peu de troupes réglées que le général Prescott commande dans le fort St Charles de la Basse-Terre.

Je ne doute pas de tout le blâme que l'on va tâcher de jeter sur les malheureux Guadeloupéens, sur leur fuite, sur l'abandon précipité qu'ils ont fait de tout ce qu'ils possédaient ; mais qu'on songe à Graham, qu'on songe au trait de Stowen, et ils seront excusés, on se bornera à les plaindre ; on pleurera sur l'affligeant tableau que présentait la Basse-Terre à cette affreuse débâcle.

Fuite des Royalistes

Peignez-vous, s'il est possible, la confusion, le désordre, le désespoir de toutes les familles qui se jettent pêle-mêle dans les chaloupes pour fuir un pays qui leur offrait, peu de temps avant, de si douces jouissances et qui désormais doit être le théâtre de tous les crimes ; peignez-vous la douleur et les cris de toutes celles qui, par leur défaut de moyens, après avoir fait nombre de lieues à pied à travers les montagnes et les précipices les plus affreux, ne peuvent obtenir une place dans les bâtiments de la rade : les nouveaux cerbères qui les commandent y mettent un prix exorbitant, ils profitent de la désolation générale pour faire leur fortune, pour assouvir leur rapacité ; les monstres n'écourent aucune prière et ne peuvent s'attendrir ; le généreux exemple d'un couple de propriétaires qui font passer gratis dans leur petit bâtiment les malheureux sans moyens est pour eux inutile et plusieurs restent, par le défaut d'argent, assurés

d'une mort prochaine : il y avait tant de ces malheureux que le bâtiment de MM. Quin et Faloy ne pouvait tous les prendre. D'autres donnent, pour leur passage et celui des nègres qui ne veulent pas abandonner leurs maîtres, quelques-uns de ces mêmes nègres dont le sacrifice est cent fois plus douloureux que celui de l'or, par l'attachement et la fidélité dont ils donnent des preuves si touchantes et vous sentez à quel modique prix on est contraint de les donner à ces avides spéculateurs. D'autres, enfin, donnent pour leur passage tout leur argent, leur argenterie, toutes leurs ressources, et viennent mourir de misère dans les îles voisines qui toutes n'ont pas offert aux malheureux habitants de la Guadeloupe la même hospitalité qu'Antigue et Montsarra.

Preuves d'attachement des nègres

Ajoutez à ce douloureux tableau l'attendrissement dont devaient être pénétrés tous les sensibles colons par les nombreuses preuves d'attachement, par celles des vertus et de la fidélité qu'ils reçoivent de leurs nègres. Le rivage étendu de la Basse-Terre fourmillait jour et nuit de ces êtres estimables qui attendaient, qui sollicitaient leur embarquement ; quelques-uns de ceux qui ne voyaient pas leurs maîtres, qui ne savaient ce qu'ils étaient devenus, suppliaient ceux de leurs amis qu'ils rencontraient de les prendre à leur service, de se charger de leur passage et de se rembourser de cette dépense par la vente aux îles anglaises de celui que le sort aurait désigné : ils préféreraient tout, ils se soumettaient aux plus dures extrémités plutôt que d'habiter avec les monstres qui font d'un pays heureux et tranquille un séjour de carnage et d'horreur, sous prétexte de leur conquérir une liberté qu'ils abhorrent, obtenue par des moyens aussi contraires aux principes de justice et d'honnêteté qui leur sont naturels. Une très grande quantité de ces nègres honnêtes ont été embarqués, les bâtiments de la rade ont même fait plusieurs voyages ; les Républicains sont arrivés, et il en restait beaucoup encore que les Anglais auraient pu sauver ; nous ignorons s'ils l'ont fait.

Épilogue

Le fort de la Basse-Terre tient encore : Prescott le défend et Jervis est dans la rade pour sa protection. S'il tient jusques à l'arrivée des troupes que l'on nous dit parties enfin d'Angleterre, nous aurons encore l'espoir de rentrer dans les ruines de nos foyers ; s'il tombe, la plus affreuse existence nous attend, la mort serait pour la plupart d'entre nous cent fois moins douloureuse.

Je m'arrête et supprime les réflexions que doivent naturellement faire naître un enchaînement d'événements aussi malheureux, je me tais sur celles bien douloureuses de devoir nos malheurs à la mauvaise conduite de quelques officiers de l'armée anglaise dont nous attendions notre future félicité. Vous ne manquerez pas de les saisir et je vous épargnerai quelques moments d'ennui : ma lettre est déjà si longue !

J'ai reçu en son temps la lettre que vous écriviez à mon frère par MMes de Ligni et d'Olonne¹³. Nous l'avions perdu peu de temps auparavant ; il était tombé victime des fatigues et de la douleur que nous avaient occasionné l'arrivée des Républicains à la Guadeloupe. Recevez-en mes remerciements et, s'il vous reste quelques heures de loisir, écrivez quelquefois à votre ancienne connaissance, à votre ami de vingt ans qui vous sera toujours dévoué.

Boyer L'Étang

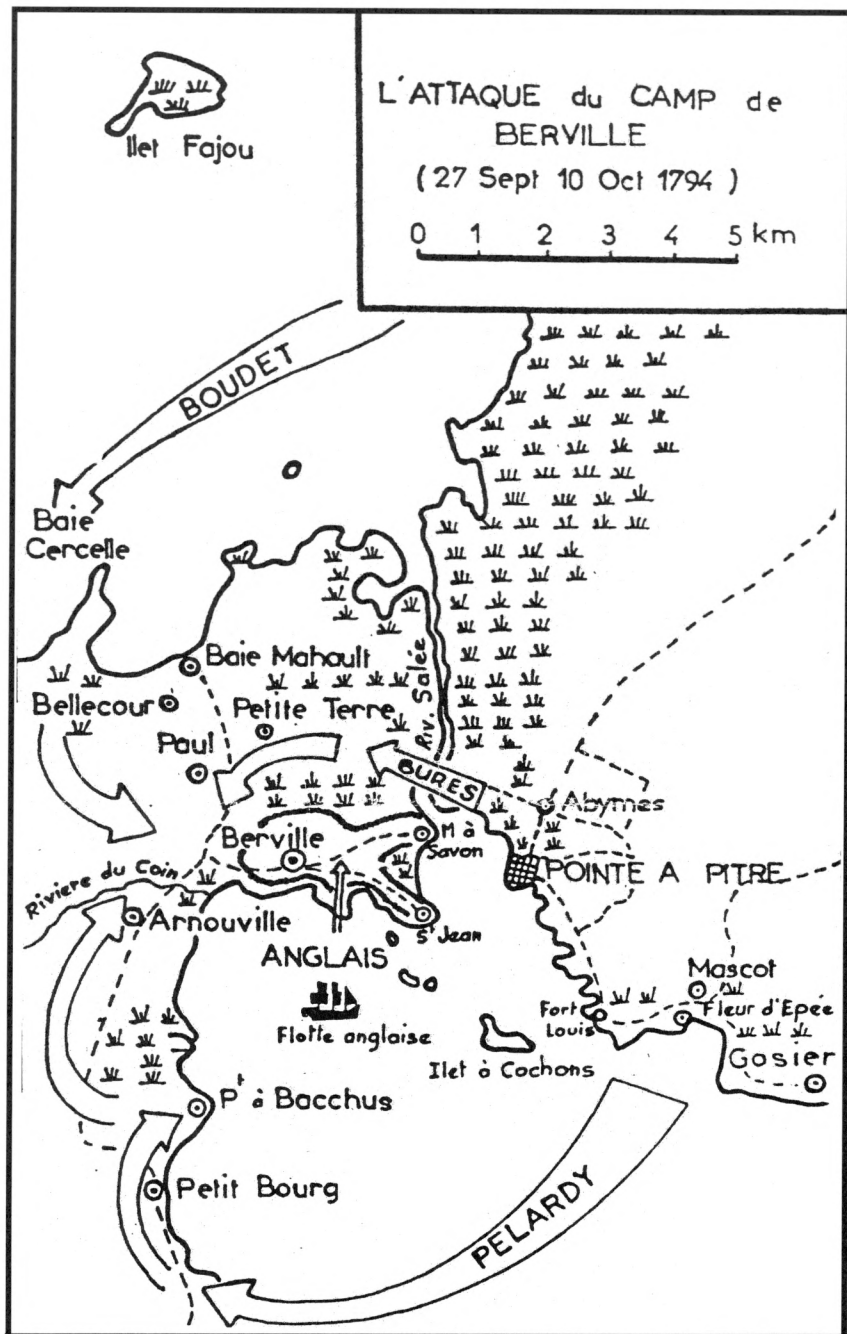
Barbier des Marais¹⁴ me charge de vous faire ses compliments ; il est mon compagnon d'infortune. Roseau est peuplé d'émigrés de la Guadeloupe.

Nous remercions l'association Généalogie et Histoire de la Caraïbe qui nous a aimablement autorisé à reproduire ce texte publié dans le n° 77 de décembre 1995.

13. Mdes de Ligni et d'Olonne : Pauline Elisabeth Gabrielle Poyen († Fort-Royal 12-11-1794) veuve de Gabriel Pierre Robert Hurault de Ligny († 1782), et sa nièce Jeanne Gabrielle dite en famille Chérie Poyen épouse (ou plus probablement veuve) de Maximilien comte d'Olonne, colonel, mariés vers 1791.

Nota : les Hurault de Ligny, Boyer de L'Étang et d'Olonne étaient alliés par les Poyen. L'auteur de la lettre était l'oncle maternel de Chérie Poyen (Mme d'Olonne).

14. Barbier Desmarais : famille de Goyave et de Petit-Bourg. Barbier Desmarais, « plan-teur, commandant en chef » est sur la liste des « personnes prévenues de délits contre-révolutionnaires » de 1793, à Petit-Bourg.



Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe N° 28, 1976.
Carte de Jean Barreau.